Tribunes Cachan Mag – Expression des groupes du conseil municipal

(https://ville-cachan.fr/tribunes-cachan-mag/)

En application de la loi du 2 février 2002 relative à la démocratie de proximité, un espace d'expression est réservé aux groupes politiques composant le conseil municipal. Les textes, informations et chiffres publiés engagent l'unique responsabilité de leurs auteurs et reflètent leur seule opinion.

Les tribunes suivantes ont été publiées dans le n°373 de Cachan Mag (Octobre 2026).

Les tribunes précédentes sont accessibles dans la version numérique du magazine municipal.

Groupes de la majorité municipale

Groupe socialiste et apparentés

Samuel Besnard (président), Hélène de Comarmond, Nedra Daoud, Céline Di Mercurio, Narguesse Nazer, Christine Rescoussié, Nirina Rokotovao, Pierre Sabourin, Angélique Susini, Safae Terrisse, Katia Touchet, Camille Vielhescaze, Hervé Willaime

Cachan, terre d'accueil, de solidarité et de fraternité

Vingt ans après les « 1000 de Cachan », notre ville réaffirme ses valeurs. En 2006, des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants vivant dans des conditions précaires dans l'ancienne résidence universitaire furent expulsés. Face à l'urgence humaine, Cachan choisit l'accueil et la solidarité en mettant un gymnase municipal à disposition des personnes expulsées. La mobilisation cachanaise devint un symbole national de la lutte pour le logement, la dignité et les droits des personnes étrangères.

Vingt ans plus tard, nous n'oublions pas celles et ceux qui ont refusé l'indifférence. Les « 1000 de Cachan » racontent une idée de notre ville : une ville où personne ne doit être abandonné, où la dignité humaine ne dépend ni de l'origine, ni de la nationalité, ni du statut administratif. Face aux discours de rejet et de division, nous faisons un autre choix : solidarité, ouverture au monde et vivre-ensemble. Défendre le droit au logement, l'accès aux droits, la lutte contre les discriminations et la

participation citoyenne, c’est faire vivre nos valeurs. Notre boussole reste la même : solidarité, dignité humaine, justice sociale et fraternité.

Groupe communiste et apparentés

Léïla Laloupe-Rocher (présidente), Henri Chassagne

Pour les sans-papiers, le temps du changement vient trop lentement

Un matin d’août 2006, la police expulse les 1000 de Cachan vivant depuis plusieurs années dans ce qui est présenté comme le plus grand squat de France. Nicolas Sarkozy se félicite d’une opération rondement menée mais d’autres habitants, élus, personnalités, associations réagissent avec solidarité pour aider plus de 200 personnes hébergées dans un gymnase de la ville. Une grève de la faim de 45 jours de certains accélère la recherche de solutions en relogement et en régularisation. Un débat émerge sur l’accueil des migrants et la capacité d’accueil de la France face à la misère du monde. Marie-George Buffet et Lilian Thuram soutiennent les 1000 de Cachan dans leurs droits fondamentaux et s’y retrouvent mêlés. Pendant l’hiver, des collectifs de sans-abris réclament à l’État des hébergements décents. En 2007, la loi Droit Au Logement Opposable (DALO) est votée ; elle soulève un grand espoir. Vingt ans après, tout est devenu plus hostile et maltraitant pour les sans-papiers. L’extrême droite veut appliquer la préférence nationale. La xénophobie bloque le déploiement du droit humanitaire en Méditerranée et dans la Manche. L’adoption honteuse du Pacte européen sur la migration, avec ses centres de rétention et répartition, fait reculer les droits humains. Les conditions d’accueil des étrangers étudiants et professionnels, simple force de travail, deviennent plus sévères et discriminantes. Face à ces poussées anti-migratoires, le PCF doit résister et riposter aux côtés des sans-papiers.

Groupe Décidons notre ville

Stéphane Rabuel (président), Sandrine Churaqui, Emmanuelle Mazuet

Les « 1000 de Cachan », 20 ans après

Le squat du CROUS de Cachan reste encore très présent dans les mémoires des Cachanaises et des Cachanais. Il est un épisode saillant de l’histoire récente de notre ville. Il a montré la richesse de la fibre solidaire de la ville et de tous ses acteurs : associations, municipalité, citoyens… toutes et tous ont contribué à protéger l’humain et à faire de Cachan une terre d’accueil des squatteurs jetés à la rue par 500 CRS, dont le gymnase Belle Image reste l’incarnation.

L’anniversaire des 20 ans mérite de faire mémoire autour de cette action locale exemplaire. C’est d’autant plus essentiel de se souvenir de cette solidarité et de cette résistance à l’heure où l’extrême droite a pris le pouvoir dans certains

territoires et est annoncée par les sondages comme le gagnant dédiabolisé de la prochaine présidentielle. Sachons de nouveau faire face à ceux qui excluent, rejettent, discriminent, stigmatisent et avilissent !

Décidons Notre Ville, ses militants et ses élus municipaux s'étaient engagés très activement dans l'accompagnement des personnes et dans la recherche de solutions pour les 1000 de Cachan. Notre lettre L'aqueduc participe au travail de mémoire dans son numéro à paraître en octobre, enrichi avec nos parutions de l'époque. Abonnez-vous !

DNV reste mobilisée pour combattre le racisme et l'extrême droite. C'est hélas plus que jamais nécessaire. Rejoignez-nous !

Groupe Europe Écologie Les Verts

Axel Dumont (président), Maëlle Bouglet, David Petiot, Juliette Kies, Julien Jabouin

40 millions d'euros de moins pour la rénovation des écoles, le gouvernement a déjà oublié les canicules !

Par leur ampleur et leur répétition, les vagues de chaleur cet été ont provoqué un électrochoc pour tous, individuellement et collectivement. Selon Santé Publique France, elles ont causé 7 300 morts en excès.

Fin juin, alors que les écoles, transformées en four, n'avaient le choix que de fermer ou d'accueillir les élèves dans des conditions indignes, l'État annonçait une enveloppe de près de 60 millions d'euros pour leur rénovation. Un plan d'une urgence absolue qui devait être piloté par la Banque des Territoires et le programme Actee, qui finance la rénovation thermique des bâtiments des collectivités locales, responsables des établissements scolaires. Les collectivités locales, à l'instar de la Ville de Cachan, investissent pour rénover les bâtiments et les cours scolaires. Mais alors que cet effort doit s'accélérer, l'État a réduit à peau de chagrin le Fonds Vert destiné à financer la transition écologique des territoires.

Et voilà maintenant que l'État ampute 40 des 60 millions d'euros annoncés fin juin. Ne resteront que 16 millions pour réaliser des diagnostics pour les 2500 écoles les plus vulnérables. Quel niveau de cynisme faut-il au gouvernement Lecornu pour retourner sa veste si rapidement, à peine les températures descendues de quelques degrés ?

Groupe Génération·s

Thomas Kekenbosch (président), Maël Boudari Fontaine

Pour que vive le service public.

Le discours selon lequel les fonctionnaires seraient trop nombreux, trop protégés, ou inefficaces, est sans doute un des poncifs les plus ancrés. C'est évidemment un cliché faux et démagogique. D'après l'historien E. Ruiz, les slogans sur la réduction du nombre de fonctionnaires sont une « obsession française » depuis le XIXe siècle !

Cela masque les vrais enjeux : à quoi doit servir l'administration ? Pour la droite et les libéraux, c'est au mieux un mal nécessaire, une bureaucratie qu'il faudrait réduire au minimum : le régalien, la police, la justice (et encore, sans leur donner les moyens nécessaires !).

Mais pour nous qui nous revendiquons d'un socialisme démocratique, c'est bien davantage. Le service public est notre projet politique. Dans une société complexe, la satisfaction des besoins appelle une organisation collective. Plutôt que des réponses marchandes, fondées sur l'intérêt privé et la compétition de tous contre tous, nous revendiquons un service public étendu, de qualité, au service de l'intérêt général.

Cela implique de prendre soin des personnes qui le font vivre. Une grande enquête du collectif « Nos services publics » révèle l'attachement profond des agent.es à leurs missions de service public, mais un mal-être grandissant sur les conditions de travail. Ainsi, après des décennies de casse de l'hôpital public, 41% des répondants de la FP hospitalière déclarent devoir sacrifier fréquemment la qualité de leur travail. En parallèle, la privatisation de la santé accélère, au bénéficie de ceux qui peuvent payer. Alors plutôt que des slogans démagos, vite des moyens pour faire vivre le service public !

Groupe Debout et Unis

Zeïma Morin- Yahaya (présidente), Mohammadou Galoko, M'Bar N'Diaye

Les rentrées se suivent et se ressemblent et le constat est sans appel : les différents gouvernements de droite, depuis maintenant plus d'une décennie, s'acharnent à détruire les services publics et l'école n'y échappe pas. Encore une rentrée où plusieurs dizaines d'élèves sont sans affectation, tandis que d'autres élèves seront obligés de suivre une filière qu'ils n'ont pas choisie. Encore une rentrée où des centaines d'élèves n'auront pas d'enseignants durant plusieurs semaines voire plusieurs mois. Encore une rentrée sous le signe de réduction budgétaire, d'économie de bout de chandelles qui conduisent à des heures de cours en moins dans toutes les disciplines et dans des classes surchargées. Encore une rentrée où les élèves en situation de handicap ou atteints de troubles des apprentissages n'auront pas les aides humaines et matérielles nécessaires à leur scolarité. Encore une rentrée où les inégalités scandaleuses entre l'école publique et l'école privée se creuseront toujours plus. En définitif, les seuls qui paieront les

pots cassés ce sont les élèves, c’est cette jeunesse sacrifiée par les politiques ultra libérales qui visent à détruire le service public. Cela nous oblige à nous mobiliser toujours plus pour défendre l’école et en finir avec ces politiques mortifères qui la détruisent.

Groupe Insoumise.es de Cachan

Patrick Salerno (président), Marie-Anne Beels, Dominique Lanoë, Élisa Garcia-Romeu, Lionel Jeanjean

L’été meurtrier

Les épisodes caniculaires de l’été ont été très précoces et intenses, avec selon l’Agence nationale de santé publique, une surmortalité de plus de 7 000 personnes. En Île-de-France, la hausse de 40 % des morts à domicile ainsi que des sansabris est un terrible marqueur de l’inadaptation des politiques de solidarité et de nos villes au dérèglement climatique.

On a vu aussi des pompiers luttant sans relâche contre de gigantesques incendies, manquant de moyens matériels et humains, alors même que le 1er ministre Attal avait annulé par décret début 2024 les crédits pour l’achat de 2 Canadairs ! Conséquence : depuis le 8 septembre, les sapeurs-pompiers manifestent leur colère dans tout le pays et comptent bien maintenir la pression sur le gouvernement pour réclamer des moyens supplémentaires.

Cachan n’est pas épargnée: lors du passage de la tornade qui a provoqué d’importants dégâts dans les villes voisines fin août, un violent orage a déversé des torrents d’eau dans nos rues.

Oui, le dérèglement climatique est bien là ! Pour y faire face, un investissement massif est plus que jamais nécessaire, notamment pour rendre aux communes les moyens de s’adapter. Mais le gouvernement Lecornu, avec le soutien du RN, a encore réduit le montant du Fonds vert et annoncé en septembre une nouvelle coupe de 1,3 milliard d’euros au budget 2026. L’écologie est une nouvelle fois sacrifiée. Pour répondre à l’urgence environnementale, LFI réclame la planification rationnelle et démocratique de la bifurcation écologique.

Groupes d’opposition

Groupe Cachan sûre, propre, écologique et dynamique !

Sébastien Trouillas (président), Michèle Eskinazi, Sébastien Reliat-Brunetière, Brigitte Schmitt

Tribune non parvenue

En avant Cachan ! Groupe centriste et citoyen

Alain Ospital (président), Marie-Catherine Scordia-Warembourg

Quel avenir urbain pour Cachan ?

L’arrivée prochaine de la Ligne 15 Sud constitue une formidable opportunité pour Cachan : meilleure desserte, nouveaux services et attractivité renforcée. Mais cette transformation ne doit pas se faire au détriment de l’équilibre de notre ville. Autour de la gare Arcueil-Cachan, comme dans plusieurs secteurs de la commune, la multiplication des programmes immobiliers soulève des interrogations sur la densification, les nuisances de chantier et la préservation du tissu pavillonnaire. Le développement urbain doit rester compatible avec la qualité de vie des habitants. La question du logement est tout aussi centrale. Construire davantage est nécessaire, mais encore faut-il permettre aux familles cachanaises, aux classes moyennes et aux jeunes de rester ou de s’installer à Cachan. La hausse des prix et la pression foncière imposent de réfléchir à une véritable diversité de logements et à un parcours résidentiel accessible. Le devenir du Campus Cachan représente une autre étape majeure. La transformation de l’ancien site de l’ENS doit permettre d’ouvrir davantage le campus sur la ville, tout en garantissant la préservation des espaces verts et des qualités paysagères du site.

Enfin, avec le PLUi, les décisions d’aménagement s’inscrivent désormais dans un cadre intercommunal. Cette évolution doit s’accompagner d’une information et d’une concertation permettant aux Cachanais de rester pleinement associés aux choix qui façonnent leur ville.

L’enjeu est donc simple : accompagner la transformation de Cachan sans perdre ce qui fait son identité et son cadre de vie.